

La prostitution s'invite au Conseil de Paris

AU CONSEIL DE PARIS, qui se tient aujourd'hui et demain, les élus parisiens vont débattre d'un sujet qu'ils abordent rarement : la prostitution. Sujet peu conventionnel occasionné par l'attribution de quelque 6 millions d'euros à une dizaine d'associations proches du bitume parisien, du Bus des Femmes à l'Amicale du Nid. Bertrand Delanoë devait initialement faire une « communication » sur le sujet. Son propos s'est finalement réduit à une simple « introduction » au débat entre les groupes politiques.

Un repli qui témoigne d'approches très diffé-

rentes, y compris au sein de la majorité. Les socialistes, à l'image d'Anne Hidalgo, la première adjointe au maire, défendent plutôt une politique « abolitionniste ». En clair : en finir avec l'esclavage du commerce sexuel et ses consommateurs.

Les Verts réclament, eux, l'ouverture d'un « vrai débat » avec les élus, les associations, les prostituées, les riverains. « Cela reviendrait à organiser la prostitution à Paris et il n'en est pas question ! » réplique-t-on au PS.

Un différend qui s'exprime sur fond d'inquiétude globale, relayée par les associations. « La loi Sarkozy, qui réprime le racolage, n'a pas

supprimé la prostitution, au contraire, affirme Anne Le Strat, élue verte du XVIII^e. Elle l'a simplement reléguée loin des regards, dans les confins des bois, des terrains vagues et des maisons closes clandestines où les associations n'ont plus accès et où les prostituées sont exposées à toutes les violences. » Depuis la loi sur la sécurité intérieure, rappelle l'élue, la préfecture de police a procédé à 3 192 gardes à vue de prostituées, 1 071 présentations à la justice, 549 rétentions administratives, 223 reconduites à la frontière. « Ce sont les prostituées qui trinquent, dénonce Anne Le Strat. Plus que les réseaux, les proxénètes. »

A droite aussi, le sujet divise, entre la logique répressive et la proposition, soupesée par Françoise de Panafieu (UMP), de rouvrir les maisons closes. Roxane Decorte, élue du XVIII^e, où l'on dénombrait avant la loi 350 prostituées sur les boulevards des maréchaux, considère que la loi Sarkozy a bien modifié le paysage. « Mais il faut encore développer les réponses sociales, estime-t-elle. Dans le XVIII^e, la prostitution s'est repliée dans les appartements, hôtels, fausses agences matrimoniales, bars à hôtesses et squats. »

M.C.

LIRE ÉGALEMENT EN PAGE II

La révolte des « tradis »

A ELLES TROIS, elles ont plus d'un demi-siècle de trottoir. Christine, Bérénice, Pascale, n'ont pas (plus) de « mac ». Elles ont tout connu : la rue Blondel, les studios de l'avenue Foch, les trottoirs de l'Etoile et, aujourd'hui, les camionnettes du bois de Boulogne. Des femmes droites dans leurs bottes à talons aiguilles qui revendiquent le droit d'exercer le plus vieux métier du monde.

Dans ce café de la porte Maillot, il y a Pascale, 57 ans, corps lourd, cheveux noirs de geai, voix gouailleuse, pinte de bière posée devant elle. La blonde Christine, 49 ans, regard bleu clair rieur et vaste décolleté. Bérénice, visage mangé par une longue frange qui allume ses Marlboro à cadence rapprochée. « Nous les tradis, on forme une famille. On a des codes d'honneur, on se respecte et on est solidaires », pose en préambule Pascale qui, avec ses amies, a participé à la création du comité « droit des femmes » et plus récemment à celle de l'association Ana pour venir en aide aux prostituées qui ne peuvent plus travailler. « Les filles des réseaux ne sont pas dans ce code. Leurs macs ne veulent surtout pas qu'elles aient des contacts avec nous des fois qu'on les dessalerait en leur faisant comprendre qu'elles sont des êtres humains qu'on doit respecter »

« On n'est pas des victimes »

Toutes ont commencé à tutoyer le bitume très jeunes, 18, 19, 20 ans. « C'était pour faire chier ma famille », lâche Bérénice. « Pour dire que j'étais libre », ajoute Patricia, deux fois grand-mère aujourd'hui. « Au début, c'est vrai qu'on avait des maris... Mais on n'a jamais rien subi, c'est pas comme dans les réseaux où les filles ne sont que du matos ! »

Aujourd'hui, selon les trois anciennes, rien ne va plus ! Le marché est assésé ! « Depuis la loi Sarkozy, on m'a déjà saisi la camionnette deux fois. Les clients ont peur d'être contrô-

lés. Nous, on a la trouille d'être embarquées. Les filles sont obligées d'aller travailler en grande banlieue. Et plus vous êtes isolée, plus vous êtes en danger », expose Patricia, qui ne quitte jamais son chien Raffarin.

Leurs tarifs : 30 € la fellation, 50 € l'amour — « Pas plus de trois minutes ! » précise Bérénice qui, elle, a été interpellée 26 fois en deux mois. « Y a des copines qui vont bosser à Fontainebleau, dans les betteraves. Nous aussi, on est délocalisées », plaisante-t-elle. Puis l'insécurité : « On a de plus en plus de tarés, qui veulent baiser sans préservatif ou négocient les prix. Vu la rareté, on est parfois moins vigilantes », déplore Pascale. Chacune a entendu parler de filles violées, « harcelées par des racailles ». « Aujourd'hui, on bosse plus. On survit », racontent-elles.

Sarkozy, elles ne lui disent pas merci : « C'est pas lui qui va nous empêcher de faire des pipounettes, ironise Pascale. On est assez grandes pour décider ou non d'arrêter. On n'est pas des victimes. » Bosser autrement ? Chacune a essayé : « J'ai eu des contrats d'insertion à la mairie de Paris », confie Bérénice. Mais, même si la rue est dure, « on a quand même de bons moments ».

Ne leur parlez surtout pas des maisons closes : « Ah non. C'est le retour du maquage ! » Sur 7 000 prostituées, elles seraient un tiers « d'indépendantes » à Paris. « Alors que Villepin aille délivrer les gamines transformées en esclaves ou lutte contre la prostitution des mineures. Mais qu'il nous foute la paix à nous ! » conclut Pascale.

MARTINE CHEVALET

BOIS DE VINCENNES. Les prostituées se plaignent de leurs nouvelles conditions de travail depuis la loi Sarkozy. (LP/NATHALIE PERRIER.)